



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 06/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEPE DE BAJOUVE SARL

7 rue du Parc de Clagny
78000 Versailles

Références : 20250806-RAP-63-0762_CEPE_Bajouve
Code AIOT : 0005602609

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement CEPE DE BAJOUVE SARL implanté Fillassoux et Les Biesses 63820 Saint-Julien-Puy-Lavèze. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPE DE BAJOUVE SARL
- Fillassoux et Les Biesses 63820 Saint-Julien-Puy-Lavèze
- Code AIOT : 0005602609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien CEPE de Bajouve a été autorisé en 2013 et mis en service en décembre 2015 sur la commune de Saint-Julien-Puy-Lavèze. Il est constitué de 6 éoliennes VESTAS type V90 de 105 m de

mât réparties en 2 groupes de 3, et de 2 postes de livraison, pour une puissance totale installée de 12 MW.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 13/06/2013, article 1.3.3	Sans objet
2	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 13/06/2013, article 1.3.4	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/06/2013, article 2.3	Sans objet
4	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
5	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée par temps couvert et s'est limitée à la visite des éoliennes T2, T4 et T5 et leur poste de livraison. Le balisage des éoliennes était visible et opérationnel le jour de la visite. Les pistes desservant les machines sont carrossées et bien entretenues, de même que les abords des éoliennes. L'intérieur des machines a été visité : il est bien rangé et les dispositifs de sécurité sont présents (extincteur en pied, nacelle non visitée). Le renouvellement du parc n'est pas d'actualité dans l'immédiat selon l'exploitant.

L'exploitant a transmis les différents rapports de suivi environnemental relatifs aux oiseaux et aux chiroptères. Le bridage chiroptères additionnel mis en place dès 2019 et prescrit par AP complémentaire du 8 novembre 2021 semble efficient avec un seul cas de mortalité détecté depuis cette date (une Grande Noctule déclarée en 2022). Le suivi environnemental décennal est en cours de réalisation par le bureau d'études EXEN, dont le rapport sera transmis dès réception à la DREAL.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2013, article 1.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des chiroptères
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une régulation des 6 aérogénérateurs. La mise en place de la régulation (selon les critères décrits ci-dessous) doit permettre de diminuer fortement la vitesse de rotation des pales des éoliennes lorsque la régulation doit être activée. Le scénario de régulation retenu est le suivant: <ul style="list-style-type: none"> • période du 15 avril au 31 octobre ; • vitesses de vents inférieures à 5,5 m/s (à hauteur de nacelle des éoliennes) ; • températures supérieures à 10 °C ; • du coucher du soleil au lever du soleil ; • uniquement s'il n'y a pas de précipitations notoire (durée supérieure à 15 minutes et intensité supérieure à 5 mm/h).
Constats :

Conforme: l'examen de l'activité de l'éolienne T5 sur la période de bridage en 2024 et 2025, via les enregistrements numériques issus du SCADA du parc, montre de multiples périodes d'arrêt complet ou intermittent durant la nuit (code "Pause Over RCS13 (Bat/Bird)") qui sont enregistrées puis analysées par l'exploitant. Les graphiques produits par analyse de ces données montrent une production électrique nulle sous 5,5 m/s de vent et un démarrage de l'éolienne à partir de ce même seuil.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2013, article 1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Protection du Milan royal
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre un arrêt préventif des aérogénérateurs du parc en période de travaux agricoles (fauche, moisson, fenaison, déchaumage).</p> <p>Cette mesure s'applique à chaque aérogénérateur, dès lors qu'une parcelle faisant l'objet de travaux agricoles est située dans un rayon de 500 mètres autour du mât. Elle s'applique dès l'annonce du début des travaux par l'exploitant agricole, le jour même jusqu'à 18h00, et le lendemain de 9h00 à 18h00.</p> <p>Les aérogénérateurs arrêtés en application de cette mesure peuvent être redémarrés si les conditions météorologiques du site sont défavorables à la chasse du Milan royal (pluie, brouillard). Des conventions peuvent être signées avec les exploitants agricoles concernés afin de définir les modalités opérationnelles de fonctionnement de cette mesure.</p> <p>Les dates de travaux agricoles et les périodes d'arrêt des aérogénérateurs correspondantes sont consignées dans un registre.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les enregistrements permettant de justifier du respect de ces arrêts machines selon les conditions citées ci-dessus ; - les éventuelles conventions avec les exploitants agricoles ; - le registre tel que décrit ci-dessus.
<p>Constats :</p> <p>Conforme: l'exploitant a présenté le registre tenu à jour en 2024 et 2025 relatif aux arrêts sollicités en période de fauche, avec le nom de l'agriculteur ayant appelé. Aucune convention n'a été signée avec les agriculteurs concernés par l'exploitant qui précise qu'une à trois périodes de fauche sont demandées par agriculteur et par saison sur ce parc. Le système semble rôdé et donné satisfaction à l'ensemble des parties prenantes. Aucune mortalité de Milan royal n'a été détectée depuis la mise en place de cette mesure en 2020.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2013, article 2.3
Thème(s) : Autre, Constitution des garanties financières
Prescription contrôlée :

Les garanties financières sont constituées dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 juillet 2012.
Constats : Conforme: l'exploitant a transmis un acte de cautionnement actualisé le 19/12/2024 établi par la société ATRADIUS, valide jusqu'au 31/12/2029, pour un montant de 570 453 euros.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : Conforme: l'exploitant a présenté les derniers rapports de maintenance préventive et curative réalisés par le turbinier VESTAS (ou ses sous-traitants) sur l'éolienne T5 : - inspection des pales effectuée par drone en juin 2024 puis en avril 2025 (cf rapport du 01/04/2025 avec les photos, l'emplacement et la catégorie des défauts relevés sur chaque pale). <u>Nota:</u> le rapport est envoyé chez Vestas pour analyse des défauts et confirmation de leur qualification avant toute intervention/réparation ; - vérification complète des organes de sécurité ("Service 9 year") avec rapport spécifique AM du 26/08/2011 rédigé en français ("ICPE Electrical Check") réalisée du 17 au 19/03/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

Conforme: présence de deux extincteurs par éolienne visitée, de capacité 5 kg CO2 classe B, installés en pied et en nacelle (non vu). Les extincteurs étant en service depuis bientôt 10 ans, l'exploitant indique qu'il va procéder à leur remplacement complet (cf bon de commande signé le 18/07/2025 pour 12 extincteurs neufs et leur signalétique).

Type de suites proposées : Sans suite